



HAL
open science

Le Movimento 5 Stelle (M5S) en Italie. Essor et déclin d'une entreprise de mobilisation antipolitique.

Jean-Louis Briquet

► To cite this version:

Jean-Louis Briquet. Le Movimento 5 Stelle (M5S) en Italie. Essor et déclin d'une entreprise de mobilisation antipolitique. : Traduction française de Jean-Louis Briquet, " The Movimento 5 Stelle (M5S) in Italy. The Rise and Fall of an Anti-Political Movement ", in Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot, Elise Massicard, eds, Contemporary Populists in Power, Londres, Palgrave, 2022, p. 237-252.. 2022. hal-04331145

HAL Id: hal-04331145

<https://hal.science/hal-04331145>

Preprint submitted on 12 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Traduction en français de Jean-Louis Briquet, « The *Movimento 5 Stelle* (M5S) in Italy. The Rise and Fall of an Anti-Political Movement », in Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot, Elise Massicard, eds, *Contemporary Populists in Power*, Londres, Palgrave, 2022, p. 237-252.

Le *Movimento Cinque Stelle* (M5S) en Italie. Essor et déclin d'une entreprise de mobilisation antipolitique

Jean-Louis BRIQUET – CNRS, CESSP, Paris

L'ascension du *Movimento Cinque Stelle* (M5S), passé d'une position protestataire marginale au moment de sa création en 2009 à celle de principale force politique de l'Italie aux élections législatives de mars 2018 et protagoniste déterminant des coalitions gouvernementales formées à leur suite, témoigne de l'ampleur des bouleversements qui ont affecté la démocratie italienne dans les années récentes. Certes, ce n'est pas la première fois qu'un mouvement dirigé par un outsider de la politique, se réclamant de la rupture avec le « système » et les élites établies, composé majoritairement de nouveaux venus en politique sans expérience administrative ni électorale, s'affirme soudainement sur la scène politique et conquiert le pouvoir. Ce fut le cas avec *Forza Italia*, créé par Silvio Berlusconi en 1994, et qui est devenu depuis l'une des composantes majeures de la droite de gouvernement en Italie. Mais la situation du M5S diffère fondamentalement de celle de *Forza Italia*. Le M5S apparaît dans un contexte politique et institutionnel relativement stabilisé, qui n'est en rien comparable à la période de crise profonde du régime où *Forza Italia* a été constitué, marquée par une succession de scandales politico-financiers, le discrédit et l'effondrement des anciens partis et des anciennes élites dominantes. Les thématiques antipolitiques occupent une place déterminante dans les corpus idéologiques et programmatiques de *Forza Italia* et du M5S, qui exaltent chacun à leur manière les vertus de la société civile contre les vices de la société politique en place qu'ils aspirent à renverser. Les deux formations se distinguent cependant dans leurs discours et leurs objectifs : *Forza Italia* aspire à succéder aux anciens partis de gouvernement minés par les scandales en refondant la droite italienne autour d'un projet néo-libéral de lutte contre « l'étatisme » et la gauche censée le défendre ; le M5S prône une refonte démocratique qui passe par un bouleversement des règles du jeu politique et une remise en cause du clivage classique entre la droite et la gauche, considéré comme obsolète.

Le M5S s'inscrit donc dans un projet radical de rénovation de la politique qui s'appuie sur une critique tout autant radicale des acteurs et des institutions politiques établies. Ce projet ressortit clairement du populisme, tel qu'il est défini dans l'introduction de ce livre et dont il possède les propriétés principales (cf. par exemple Mudde 2017). D'une part, il affirme l'existence d'un antagonisme fondamental entre le peuple, considéré comme une entité unifiée garante d'authenticité et de légitimité politique, et les élites, associées à la corruption, à la préservation de leurs seuls intérêts corporatifs et à la distanciation des attentes citoyennes. D'autre part, il se veut le promoteur d'une régénération de la politique, en mesure de restaurer une démocratie véritable par de nouveaux mécanismes assurant l'expression transparente de la volonté populaire (démocratie participative directe, rejet des fonctions de médiations exercées par les partis, abandon de la politique professionnelle). La dénonciation des élites et du « système » politique au nom de valeurs authentiquement démocratiques qu'ils auraient trahies est typique des populismes antipolitiques qui se sont affirmées au cours des dernières décennies, en Europe occidentale notamment (Diamanti & Lazar 2019). Elle constitue un instrument puissant d'affirmation politique pour des mouvements

d'outsiders qui cherchent à pénétrer le jeu politique institutionnel (Mastropoalo 2005, Weyland 2017). Dans le cas du M5S, son essor rapide a résulté de sa capacité à offrir un débouché organisationnel (avec notamment le blog et la plate-forme en ligne du mouvement), un cadre d'interprétation (la critique radicale de l'ordre politique existant) et des lieux de socialisation et d'engagement (les réseaux de militants et de sympathisants « *pentastellati* »¹) à des mouvements et des acteurs protestataires qui ont emprunté le registre de l'antipolitique pour exprimer, et en partie satisfaire, un désir de participation active à la vie publique. Après sa phase « mouvementiste » (de sa création en 2005 aux élections législatives de 2013), le M5S va se transformer en entreprise de conquête du pouvoir puis participer directement à ce dernier suite à son ample succès lors des élections législatives de 2018. Ce succès sera cependant très vite suivi d'une phase de déclin électoral et d'affaiblissement politique, résultant des tensions et des contradictions qui naissent inévitablement de la confrontation entre les contraintes de l'exercice du pouvoir et les revendications de rupture et de rénovation radicale de la politique qui ont présidé à l'affirmation politique du M5S et l'ont porté au pouvoir.

Un « parti-mouvement »

Le M5S est né de l'initiative d'un acteur comique à succès, Beppe Grillo, à partir du blog (beppegrillo.it) qu'il a créé en janvier 2005 en association avec le propriétaire d'une société de conseil et stratégie digitale, Gianroberto Casaleggio. Ce blog reprend les thématiques de ses spectacles (satire de la classe politique, dénonciation de scandales, défense des services publics, causes environnementales, etc.) et se présente comme « le seul moyen d'assurer la survie de la démocratie » (premier post daté du 28 janvier 2005) au nom de la nécessité d'une information libre et ouverte à tous les citoyens et de celle de renverser une « caste » politique inefficace et accrochée à ses privilèges. Les tournées de Grillo et son blog, qui rencontrent une forte audience, s'accompagnent de la création de groupes de supporters locaux, que Grillo encourage à s'organiser et à se mobiliser en utilisant la plate-forme du réseau social en ligne *Meetup*, afin de « transformer une discussion virtuelle en un moment de changement », écrit-t-il sur son blog le 16 juillet 2005.

Les débouchés politiques de ces initiatives se font jour peu à peu, au fur et à mesure des succès que rencontrent les groupes *Meetup* (qui prennent souvent le nom de « Amici di Beppe Grillo ») et de leurs engagements dans les mobilisations locales. Grillo relaie ces engagements en soutenant des listes civiques aux élections municipales d'avril 2008 et de juillet 2009, puis en les présentant sous l'égide directe du *Movimento 5 Stelle*, officiellement créé le 4 octobre 2009. Il offre une « certification » et un espace sur son blog aux listes qui répondent à certaines conditions : ne pas comporter d'inscrits à des partis politiques ni de personnes condamnées par la justice ; disposer d'un site web indiquant les curriculums des candidats ainsi que leur programme et d'un blog permettant la discussion ouverte ; s'engager à ne pas s'associer avec d'autres listes qui ne seraient pas validées par le mouvement. Il les regroupe autour d'un programme qui a été discuté de manière informelle sur le blog, centré sur les questions locales (défense des services publics, protection de l'environnement) et prônant l'entrée directe en politique des « citoyens » afin qu'ils « prennent en main leur propre destin » (post du 24 janvier 2008).

Les résultats sont d'abord modestes. Mais ils atteignent des niveaux significatifs dans certaines communes, en particulier dans l'Italie centrale, en 2011 et surtout en 2012, où les scores du M5S

¹ Le terme développe le nom du M5S et désigne les membres du mouvement.

avoisinent et dépassent parfois les 10% et où le mouvement conquiert la mairie de Parme. La même année, la liste des *pentastellati* obtient 15% des voix et 15 élus aux élections régionales en Sicile. Ces résultats, outre qu'ils accroissent la visibilité médiatique du mouvement, manifestent son pouvoir d'attraction électorale et en font un concurrent disruptif potentiel sur certaines scènes politiques locales. Ils témoignent aussi de l'essor de groupes et réseaux militants bien organisés et bien intégrés localement, en mesure de structurer des demandes de participation politique et de leur offrir des débouchés pratiques (engagement dans des causes locales, sociabilités militantes, participation aux campagnes électorales, candidatures, etc.). Signe de cet essor, le nombre de listes civiques M5S augmente nettement : dans les communes de plus de 15 000 habitants, il passe de 15 aux élections municipales de 2008 à 75 en 2012 (soit de 16% à près de la moitié des communes concernées). Les succès électoraux, même limités et circonscrits, conduisent à l'entrée dans les institutions du pouvoir local d'activistes et responsables des *Meetup* (4 élus régionaux en 2010, autour de 200 conseillers municipaux dans les villes de plus de 15 000 habitants en 2012).

Le M5S prend ainsi la forme d'une entreprise électorale de conquête. La stratégie est explicitement formulée et encouragée par Grillo et l'équipe dirigeante du M5S, qui revendiquent très tôt leur projet de « faire de la politique active » (post du 24 janvier 2008). Ils mobilisent les ressources du web pour élaborer un programme « collaboratif » de portée générale, formalisent les règles de sélection des candidats ainsi que les codes de conduite auxquels ils doivent s'astreindre, et indiquent dans la participation aux élections l'objectif principal du mouvement. Le statut officiel adopté le 10 décembre 2009 (baptisé « non statut ») le confirme en présentant le mouvement comme une instance de sélection et de soutien, aux diverses élections, de candidats « promouvant la campagne de sensibilisation sociale, culturelle et politique de Beppe Grillo » (article 4 du non statut).

Un parti de gouvernement

Les élections générales des 24 et 25 février 2013 consacrent cette stratégie. Grillo s'est engagé activement dans la campagne, en réalisant en janvier et février son *Tsunami Tour*, lors duquel il a parcouru en camping-car toute l'Italie et organisé des meetings dans plus de soixante villes. Il y a ardemment martelé son message contre le système et demandé aux Italiens de l'aider à « renvoyer chez eux » ses représentants. Le M5S obtient près du quart des suffrages exprimés à la Chambre des députés (108 sièges) et 21% au Sénat (54 sièges), dépassant très nettement les prévisions des sondages et bouleversant les équilibres politiques préexistants. Son entrée dans le jeu institutionnel dérange la confrontation bipolaire entre le regroupement de la droite dominé par Silvio Berlusconi et celui de la gauche autour du *Partito democratico*, qui organise le système politique italien à la suite de la crise politique des années 1992-1994 et l'écroulement du régime dominé depuis l'après-guerre par la Démocratie chrétienne.

Le succès de février 2013 ouvre une nouvelle phase de l'histoire du M5S. Si ses scores aux élections locales qui suivent sont nettement inférieurs à ceux des législatives, ils n'en indiquent pas moins une progression remarquable par rapport aux précédents scrutins du même type. Lors des élections régionales qui se succèdent entre 2013 et 2017, le mouvement atteint très fréquemment autour de 15% des voix – plus de 20% dans les Abruzzes, le Piémont, la Ligurie et la Sicile ; il compte plus de 100 conseillers régionaux à la veille des élections législatives de 2018. Les scrutins municipaux de la même période lui permettent de s'emparer des municipalités de 37 communes de plus de 15 000 habitants, dont celle de Livourne en mai 2014, puis de Rome et de Turin en juin 2016. Avec les

parlementaires, ces élus prennent une place grandissante dans l'organisation et l'animation du mouvement.

Des conflits en résultent, attisés par la perspective d'accéder à des postes électifs que le M5S offre à ses membres. Ils peuvent opposer anciens et nouveaux membres en rivalité pour le choix de candidats. Ils naissent également des tensions que suscitent les logiques charismatiques du leadership de Grillo. Si les aspects protestataires et « mouvementistes » continuent à caractériser le M5S, et si Grillo persiste à les incarner, de nombreux élus aspirent à une gestion collective et coordonnée du mouvement, moins dépendante de son créateur. Ce dernier a contrecarré par le passé plusieurs des initiatives en ce sens, en particulier celles de groupes de base et d'élus locaux qui avaient cherché à instituer des dispositifs communs de débats et de propositions affranchis de la tutelle de Grillo et de son blog. Il admet cependant la nécessité d'une « structure de représentation plus large » (post du 23 novembre 2014) avant d'acquiescer à la modification des statuts du mouvement fin 2014. Cette modification n'affecte pas fondamentalement l'organisation très centralisée du M5S et le fort pouvoir de contrôle de son leader (qui reste propriétaire du sigle du mouvement et par là arbitre des investitures). Mais le Conseil directif (composé depuis les statuts de 2012 de Grillo, l'un de ses neveux et son conseiller juridique) n'est plus la seule instance dirigeante. Il est assisté d'un Comité de contrôle chargé de veiller à l'application des statuts ainsi que d'un Collège des prud'hommes consacré aux questions éthiques et disciplinaires. Surtout, la fonction de chef politique du parti est instaurée, chargée de l'administration et de l'orientation politique du M5S – Grillo restant le « garant » de ses valeurs fondamentales. L'attribution de toutes ces charges est soumise à un vote en ligne de l'ensemble des membres du M5S, à partir de listes restreintes de candidats proposées par la direction.

Les nouveaux statuts ouvrent la voie à un fonctionnement plus collégial du mouvement et à une plus grande autonomie de ses structures dirigeantes, composées de personnes dont la prééminence provient de leur cooptation par le leader historique du M5S, mais aussi des positions qu'ils y ont acquises au cours de leur trajectoire militante et élective. D'autres phénomènes témoignent de l'émancipation du mouvement par rapport à son fondateur : la disparition du nom de Grillo du sigle du M5S qu'il décide en novembre 2015 ; la séparation en février 2016 du blog de Grillo et de celui du M5S ; sa faible mise en avant lors de la campagne pour les élections législatives de 2018, prise en charge par Luigi Di Maio, le nouveau chef politique élu le 23 septembre 2017 sur proposition de Grillo, et l'équipe de parlementaires et d'experts issus de la société civile qui l'entourent.

Les résultats aux élections législatives du 4 mars 2018 sont au-delà des succès escomptés. Le M5S en est un des grands vainqueurs, avec 32,7% des suffrages et 227 sièges à la Chambre des députés et 32,2% et 111 sièges au Sénat. Il n'est cependant pas en mesure de former seul un gouvernement, pas plus que ne le sont ni la coalition de centre-droit associant principalement *Forza Italia*, le parti de Berlusconi, et le mouvement de droite radicale de la Ligue (qui obtient 37% des voix et 265 sièges à la Chambre), ni celle du centre-gauche dominée par le *Partito democratico* (23% des suffrages et 122 sièges). Après l'échec de nombreuses tractations pour résoudre la crise de gouvernabilité du pays, une solution qui paraissait jusqu'alors très improbable se fait jour : la formation d'un « gouvernement de changement » inédit et atypique associant la Ligue et le M5S.

Les répertoires de l'antipolitique

L'alliance entre la formation très marquée à droite qu'est la Lega, engagée depuis l'élection de Matteo Salvini comme secrétaire fédéral en 2013 dans un processus de radicalisation identitaire fondé sur l'anti-européanisme et la lutte contre l'immigration, et du parti-mouvement d'origine protestataire qu'est le M5S se présente en effet comme une configuration totalement nouvelle – et souvent perçue comme déroutante, voire aberrante, puisqu'elle réunit des groupements très dissemblables par leur histoire, leurs références idéologiques, leurs programmes, les propriétés et les dispositions de leurs cadres et de leurs militants, et jusqu'à celles de leur électorat. Ses promoteurs au sein du M5S l'ont justifiée à partir de deux arguments principaux : la possibilité qu'offre le « contrat de gouvernement » négocié par les deux partis de réaliser des points fondamentaux de son programme (revenu citoyen garanti, défense de l'environnement, lutte contre la corruption) ; la nécessité de satisfaire la demande de « changement radical » exprimée par les électeurs, qui autorise le bouleversement du paysage politique italien et le dépassement des anciens clivages partisans. C'est ainsi au nom de leurs traits communs « populistes » (si l'on considère par là « l'attitude de la classe dirigeante à écouter les gens ») et « antisystème » (entendu comme « la volonté d'introduire un nouveau système qui supprime les vieux privilèges et les blocages du pouvoir ») que Giuseppe Conte, nouveau président du Conseil, justifie l'alliance des forces politiques qui composent son gouvernement dans son discours d'investiture devant le Sénat le 5 juin 2018.

Ce dernier argument s'inscrit dans la continuité du propos idéologique du M5S, dont la dénonciation de la classe politique et de ses privilèges et l'exhortation à chasser du pouvoir les représentants de la « caste » est une dimension capitale. L'alliance avec la Ligue ne contredit pas foncièrement ce dessein, celle-ci étant restée à l'écart des coalitions de gouvernement depuis 2011 et renforcé sa posture critique à l'égard du jeu politique établi. L'une des premières grandes manifestations publiques du M5S, le V-Day du 8 septembre 2007, avait conclu une campagne pour un « Parlement propre », aux tonalités très hostiles aux partis et à leurs dirigeants. Ceux-ci ont été continuellement vilipendés par Grillo sur son blog, qualifiés par exemple de phénomènes « anachroniques » qui ont « exproprié » la population des affaires qui la concernent, des « zombies en chasse d'électeurs » (post du 25 janvier 2006). La campagne pour les élections législatives de 2013 s'est déroulée sous le signe de la critique radicale du système et des appels à son renversement. « Rendez-vous, vous êtes cernés » était l'une des exhortations favorites de Grillo à l'adresse des politiciens lors de son *Tsunami Tour*. Le programme officiel du mouvement commençait par une attaque contre les partis en place, accusés de s'être « substitués à la volonté populaire et soustraits à son contrôle et à son jugement ». Les candidatures se sont faites au nom du rejet de ces partis et du renouvellement de la classe politique. Si la présence au parlement l'a atténuée partiellement, la véhémence antipolitique est demeurée un répertoire déterminant du M5S entre 2013 et 2018. Elle lui a permis de se démarquer des autres formations parlementaires, en refusant toute alliance avec elles (malgré les invitations de personnalités de la gauche à participer à un gouvernement qui s'engagerait à transformer en profondeur le système politique) et en opposant à l'immoralité de la classe politique le comportement vertueux des élus *pentastellati* (restitution d'une partie de leurs indemnités, refus des privilèges).

La critique du système s'accompagne de la célébration de la capacité de proposition et d'action autonome de la société civile. La mobilisation antipolitique de Grillo se présente comme une entreprise de « récupération de la politique », qui passe par une attention prioritaire aux enjeux de la vie concrète (services publics, droits sociaux, défense de l'environnement), par un investissement dans l'action locale ainsi que par la revendication d'une participation effective des citoyens aux

décisions qui les affectent (laquelle se traduit notamment par le recours exclusif à des candidats issus de la société civile, extérieurs au monde des partis et de la politique conventionnelle). Le mouvement politique apparaît ainsi comme un espace où susciter et recueillir des opinions et des jugements, une « plateforme et un véhicule de confrontation et de consultation » (article 1 du non statut de 2009). Le site Internet et les dispositifs en ligne jouent en la matière un rôle central. Ils sont non seulement des moyens de diffusion de leurs positions et de leurs propositions pour les leaders du mouvement ainsi que des mécanismes d'échange d'informations et de soutien aux mobilisations pour les groupes de base et les réseaux d'élus et de militants, mais aussi des supports matériels et symboliques du projet de démocratie participative que défend le M5S. Ses statuts associent ainsi directement « la possibilité de réaliser un échange d'opinions et une confrontation démocratique efficace en dehors de liens associatifs et partisans, et sans la médiation d'organismes directifs ou représentatifs » à l'utilisation du « réseau Internet » en tant « qu'instrument capable d'assurer un modèle de consultation et de participation effectivement démocratique à la vie politique du pays » (article 4 du non statut). Le nouveau statut adopté en décembre 2015 abandonne la critique des médiations partisans, mais il évoque de nouveau le rôle central de la « toile » comme l'instrument privilégié assurant « le rôle d'orientation et de détermination des choix fondamentaux pour l'activité de l'association » et permettant à chaque inscrit de participer à l'action politique du mouvement (choix des candidats, approbation du programme politique, élections aux fonctions dirigeantes du mouvement).

Ce même statut désigne explicitement la « plateforme Rousseau » comme l'instance officielle de consultation au sein du M5S. Ce site créé et géré par la société Casaleggio Associati est entré en fonction en mai 2015 afin de remplacer l'ancien site du mouvement. En plus de la sélection des candidats et de la validation de choix politiques stratégiques proposés par Grillo sur son blog par un vote en ligne des membres inscrits, disponibles depuis 2012, la nouvelle plateforme vise à améliorer certaines fonctionnalités, expérimentées par le passé avec des succès mitigés, en rendant opérationnels les dispositifs de la *democracy online* – notamment la possibilité pour les adhérents du M5S de proposer, discuter et amender des projets de loi, régionales ou nationales, que les parlementaires du mouvement sont amenés à relayer et à défendre dans leurs institutions respectives. Plus que pour ses résultats effectifs (la participation est peu élevée, les possibilités de débat sont limitées), Internet est utilisé au sein du M5S comme un moyen de légitimation démocratique conforme à ses dispositions antipolitiques. Il s'agit de rappeler la soumission des élus à ceux qui les ont portés au pouvoir, comme le fait en ces termes Gianroberto Casaleggio annonçant le prochain lancement de la plateforme Rousseau au journal *Il Fatto Quotidiano*, le 9 avril 2015 : « [Rousseau naît] de l'idée que pour le M5S les hommes politiques sont dépendants des citoyens, salariés pour faire passer les décisions des citoyens, pour réaliser le programme pour lequel les gens ont voté pour eux ».

Une mobilisation paradoxale : antipolitique et engagement

La proposition antipolitique du M5S se traduit dans des codes et des règlements, concernant en particulier les caractéristiques des élus et les modalités d'exercice de leurs fonctions. Dès son entrée dans l'arène électorale, le mouvement a établi des conditions strictes, qui ont déjà été évoquées, pour « certifier » les listes civiques. Les critères de sélections des candidats, qui visent avant tout à réserver l'investiture du M5S à de véritables néophytes de la politique et à s'assurer de leur probité, restent globalement identiques pour les élections successives – si l'on excepte pour les législatives de

2013 l'obligation de s'être déjà présenté à une charge électorale au titre du M5S (ceci afin d'éviter des candidatures intéressées et « mercenaires ») qui sera supprimée pour celles de 2018 (conformément à la volonté d'ouverture du mouvement à la société civile dans la perspective de sa participation au gouvernement). Au nom de l'abolition des privilèges des élites dirigeantes, le M5S impose à ses élus une limitation de leurs indemnités (à hauteur de 5000 euros bruts mensuels), les sommes restantes étant versées à un fonds de financement par microcrédit, géré par des banque et visant à aider les projets innovants de petites entreprises. Son programme de 2017 comporte à la rubrique « Réductions des coûts de la politique et lutte contre les privilèges », outre le « redimensionnement des salaires, des remboursements de frais et des retraites », la réduction à deux du nombre des mandats électifs pouvant être exercés au cours de sa carrière par un seul individu.

D'autre part, des mécanismes relativement contraignants sont mis en place, qui obligent les élus à rendre compte de leurs activités devant les militants. Le code de comportement des parlementaires du M5S élus en 2013 exige d'eux qu'ils « motivent et expliquent » leurs votes par une vidéo publiée chaque jour sur la page Youtube du mouvement, qu'ils rendent compte mensuellement des dépenses liées à leurs activités politiques sur le site du M5S, qu'ils s'engagent à déposer les propositions de loi soutenues par au moins 20% de ses membres. Le code éthique élaboré à la veille des élections législatives de 2018 établit comme « obligation des porte-parole élus sous le symbole du MoVimento 5 Stelle », celle « de conformer leur comportement à des critères de transparence vis-à-vis des citoyens à travers une communication régulière de leurs choix politiques et de leurs votes » ainsi que de « maintenir une relation avec les inscrits en recueillant [et en relayant] les propositions raisonnables qu'ils formulent ». Dans la pratique, les réunions régulières avec les groupes de base de leur circonscription, les comptes rendus de mandat devant les militants, la mise en visibilité et en discussion en ligne de leurs activités, etc., sont une dimension essentielle de l'exercice de leur fonction par les élus du M5S et une condition de leur légitimité dans le mouvement – par l'adéquation à des normes de comportement conformes à ses message politiques et aux impératifs moraux qui valent en son sein. Sans ressortir directement de l'antipolitique, les normes de conduite auxquelles le M5S soumet ses représentants sont un produit de ses positions antisystème et de la place qu'elles tiennent dans ses dispositifs de légitimation, en tant notamment que moyen de distinction de la politique conventionnelle et de ses acteurs. Elles ont comme justification et comme conséquence de prévenir la professionnalisation politique au sein du mouvement, à la fois matériellement (en interdisant le cumul des mandats dans le temps) et symboliquement (en déconsidérant les objectifs de carrière et en valorisant à l'extrême les motivations morales dans les engagements militants).

Jusqu'aux élections législatives de 2013, et partiellement encore au cours de celle-ci, l'antipolitisme du M5S a été cohérent avec ses logiques de fonctionnement et son mode d'insertion dans l'espace politico-électoral. Comme l'ont souligné notamment les travaux de Roberto Borcio consacrés au militantisme au sein du mouvement, celui-ci s'est développé à partir de réseaux d'activistes locaux rassemblés autour de la revendication d'un renouvellement des institutions démocratiques, partageant à la fois une forte méfiance à l'égard des partis et un désir d'engagement actif dans la vie publique. Le M5S a apporté à ses affiliés des catégories d'interprétation de la politique et de la société ainsi que des répertoires identitaires gratifiants qui se sont diffusés et consolidés à l'intérieur des collectifs militants critiques vis-à-vis de la politique établie et de ses acteurs. Il est ainsi parvenu à exprimer et à organiser une demande de participation en dehors des canaux de la socialisation politique monopolisés par les partis en place, à « ré-enchanter » de la sorte l'action politique auprès

d'individus et de groupes qui s'en étaient détachés. Outre cette incitation à la politisation, l'engagement au sein du M5S a été un instrument d'accès à l'espace institutionnel (municipalités, assemblées locales, parlement) pour des individus éloignés des instances habituelles de la professionnalisation politique ou peu disposés à y participer. L'implication active dans la vie publique locale et le capital militant y ont été fortement prisés et rétribués sous la forme de candidatures et, au fur et à mesure des succès électoraux du M5S, de postes électifs. Cela a contribué à l'émergence et à la consolidation d'une classe politique renouvelée en termes générationnels (les élus *pentastellati* sont très significativement plus jeunes que leurs homologues des autres partis) et au moins partiellement sociaux et culturels (appartenance aux nouvelles professions intermédiaires du conseil et des services, expérience fréquente de l'emploi précaire associé à un niveau élevé de diplôme, militantisme de type « mouvementiste »).

Les épreuves du pouvoir

Les succès électoraux du M5S à partir de 2013 et son parcours de conquête du pouvoir qui en a suivi ont transformé cette situation. Le répertoire antipolitique a été nettement moins mobilisé que par le passé dans la campagne électorale des élections législatives de 2018 au profit d'une attention à la pertinence du programme et à sa faisabilité. Les revendications les plus controversées de certains dirigeants, comme la proposition d'un référendum sur la sortie de l'euro, ont été abandonnées au profit d'un agenda centré sur des réalisations concrètes concernant la « qualité de vie des italiens »² dans le domaine social (revenu minimum de citoyenneté, lutte contre les licenciements abusifs, augmentation des dépenses publiques de santé, aides aux familles), celui de l'environnement (*green economy*, investissements publics dans les énergies renouvelables ou la gestion des déchets, etc.) ou celui de la probité publique (lutte contre la corruption, réduction des coûts de la politique, règlementation des conflits d'intérêts). Les capitaux militants ont été partiellement dévalués par rapport aux compétences expertes et à la visibilité publique dans le choix des candidats. Les origines professionnelles et les trajectoires politiques des parlementaires en ont été modifiées, le M5S attirant désormais dans ses rangs des individus moins liés aux groupes de base du mouvement et mieux insérés professionnellement (professions libérales, petits entrepreneurs, intellectuels et universitaires). L'élargissement de son électorat est allé de pair avec une plus grande flexibilité idéologique, lui permettant d'attirer des anciens électeurs des partis de droite ou faiblement politisés. Aux points déjà mentionnés, le programme du M5S ajoutait la lutte contre le « business de l'immigration » et une préoccupation accrue envers les questions de sécurité – des thèmes peu invoqués jusque-là au sein du mouvement et empruntés aux partis de droite, tout particulièrement à la Ligue. Ces phénomènes ont favorisé l'élargissement de l'ancrage électoral du M5S et sa mutation d'un mouvement de protestation en un parti de gouvernement prêt à jouer le jeu des institutions (Biancalana et Colloca 2018).

L'option institutionnelle est allée de pair avec un net affaiblissement du mouvement, qui s'est manifesté dès après la formation du « gouvernement de changement » constitué par Giuseppe Conte en juin 2018. Les élections locales qui se tiennent à la même époque ainsi que celles de mai et juin de l'année suivante marquent une nette percée des partis de droite et de la Ligue ; les scores décevants du M5S confirment ses difficultés à s'implanter localement. Lors des élections européennes de mai 2019, le mouvement n'atteint que 17% des suffrages (soit 4 points de moins qu'aux européennes de

² Le programme du M5S pour les élections législatives de 2018 était intitulé « 20 points pour la qualité de vie des Italiens ».

2014). La chute est considérable par rapport aux précédentes législatives et le rapport de force entre les alliés gouvernementaux s'inverse au profit de la Ligue, qui a recueilli 34% des voix (28 points de plus qu'en 2014 et près du double de son pourcentage des législatives). Ce succès pousse le leader de la Ligue, Matteo Salvini, à rompre en août 2019 l'alliance gouvernementale avec le M5S dans l'espoir de la tenue d'élections générales anticipées, dont il escompte qu'elles conduiraient son parti à une large victoire et lui permettraient d'acquérir une position hégémonique au sein du gouvernement et, au-delà, de la droite italienne. L'accord entre le M5S et le Parti démocrate (principale formation du centre-gauche) déjoue ce coup de force en conduisant à la formation du second gouvernement de Giuseppe Conte, soutenu par ces deux partis. Le déclin électoral du M5S se poursuit cependant dans cette nouvelle configuration politique. La série des scrutins régionaux de septembre 2020 en témoigne spectaculairement : les résultats du mouvement sont réduits de moitié par rapport aux précédentes régionales dans des régions où il était pourtant bien implanté, comme la Campanie (9,9% des voix contre 17,1% en 2015), la Ligurie (7,8% contre 22,3%), les Pouilles (9,9% contre 17,2%) ou la Toscane (7% contre 15,1%). La succession des revers électoraux, ainsi que des sondages peu favorables, placent le M5S en situation incertaine pour affronter les scrutins à venir, dans les villes qu'il a conquises en 2016 (Turin et Rome en particulier) ainsi qu'au niveau national.

L'exercice du pouvoir a créé des tensions et des contradictions à l'origine d'un tel affaiblissement. Il s'est accompagné d'une normalisation du mouvement dont les mécanismes de fonctionnement se sont rapprochés de ceux des partis traditionnels – qu'il s'agisse des modes de sélection des candidats ou des procédures de décision internes, contrôlés par l'appareil dirigeant et soumis à ses options stratégiques. Les aspirations à la participation directe des citoyens se sont heurtées, outre aux limites techniques des dispositifs de prise de décision *on line*, aux exigences d'efficacité de l'action politique, dans l'arène parlementaire ou dans les institutions du pouvoir local, et au souhait de nombreux élus de préserver leur autonomie. Le projet de rupture avec la politique professionnelle s'est confronté aux nécessités de l'institutionnalisation du mouvement, qui passe par la stabilisation et la professionnalisation de son équipe dirigeante, et par la possibilité de rétribuer en termes de carrières et de postes les membres de cette équipe (Bordignon, Ceccarini 2019). Fait significatif à ce propos, les règles concernant les interdictions du cumul des mandats dans le temps ont été progressivement assouplies, pour permettre à des élus *pentastellati* de se représenter à une seconde mandature lors d'élections municipales. Dans ce contexte, le M5S n'a plus été en mesure d'incarner les positions antipolitiques et « antisystème » qui avaient fait par le passé sa fortune politique, ni ne capter à son profit la force mobilisatrice de la contestation des élites du pouvoir, dont plusieurs de ses membres sont désormais partie prenante.

Les rares réformes politiques dont il a été à l'initiative ont été loin de correspondre au programme de changement politique radical dont il avait été le porte-parole. L'instauration d'un revenu minimum « de citoyenneté » au printemps 2019 a certes été salué par le leader du M5S, Luigi Di Maio, comme une victoire contre la pauvreté et la preuve de la capacité du M5S à respecter ses engagements électoraux – alors même que la réforme avait été adoptée au prix d'une nette réduction de ses ambitions initiales et était loin d'établir le revenu universel garanti promis lors de la campagne législative. D'autres réformes ont répondu à ces engagements, comme l'adoption en décembre 2018 de mesures visant à lutter contre la corruption dans les marchés publics et à renforcer les dispositifs de contrôle du financement des partis politiques, puis la réduction d'un tiers du nombre des parlementaires adoptée par référendum en septembre 2020. Mais elles ont été bien en-deçà de l'ambitieux projet de rénovation et de moralisation de la vie publique porté par le M5. Surtout, elles

n'ont pu compenser les compromis passés en ce domaine par le mouvement avec son allié de la Ligue, en particulier le vote lors du premier gouvernement Conte d'une amnistie fiscale favorable aux auteurs d'infractions financières, ou encore, dans le domaine environnemental, l'acceptation de projets d'aménagement défendus par la Ligue et auxquels il s'était opposé (Rayner 2019).

La recomposition des équilibres politiques au cours des années 2019 et 2020 a marginalisé le M5S. Lors du premier gouvernement Conte, ce dernier a été concurrencé par la Ligue qui a largement devancé son allié gouvernemental sur le terrain de la radicalité protestataire et de l'opposition au « système ». En tant que vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement Conte, Matteo Salvini a occupé le devant de la scène politique et médiatique en promouvant des mesures très restrictives concernant l'accueil des migrants et en se faisant le défenseur principal de la « souveraineté du peuple italien » face aux « diktats de Bruxelles » lors des négociations tendues entre le gouvernement italien et la Commission européenne sur les dépenses budgétaires du pays³. Sa mise à l'écart du gouvernement a renforcé sa position de porte-parole des mécontentements populaires et de leader d'une opposition attendant de nouvelles élections pour conquérir le pouvoir. D'autre part, l'alliance avec le Parti démocrate, associée à son déclin électoral, a remis en cause l'ambition du M5S de se constituer en « troisième force » en mesure de s'imposer comme un acteur prédominant, face au Parti démocrate d'un côté et à la Ligue de l'autre, dans la recomposition du paysage politique italien.

Le cas du M5S témoigne de la tendance de certains mouvements populistes à abandonner leur radicalité initiale pour se conformer progressivement aux modèles de la politique conventionnelle. Ils apparaissent en ce cas comme des instruments de la promotion de nouveaux acteurs politiques qui utilisent la critique du système et la dénonciation antipolitique pour accéder au pouvoir en dehors des canaux institutionnels habituels (partis politiques, agences de l'État, pouvoirs locaux). Une telle normalisation les place cependant en situation de faiblesse puisqu'ils sont alors susceptibles de subir les mêmes critiques que celles qu'ils adressaient au système politique établi. Les contestations internes (à l'instar de celle des « mouvementistes » du M5S qui militent actuellement pour un retour à la radicalité antipolitique et s'opposent aux tentations « institutionnalistes » de la direction du mouvement) s'ajoutent aux concurrences externes (celles de la Ligue notamment, principale incarnation de l'opposition au système depuis sa radicalisation droitière menée par Salvini) pour accroître les tensions internes et menacer l'unité du mouvement – mais aussi pour faire de l'antipolitique une ressource déterminante pour l'ensemble des acteurs d'un jeu politique dominé de la sorte par le « style populiste ».

Bibliographie

BIORCIO Roberto, a cura di, *Gli attivisti del MoVimento 5 Stelle. Dal wab al territorio*, Milano, Franco Angeli, 2015.

BIANCALANA Cecilia, COLLOCA Pasquale, "Il Movimento 5 stelle alla prova dell'istituzionalizzazione: una metamorfosa incompiuta?", in Istituto Carlo Cattaneo, *Il vicolo cieco. Le elezioni del 4 marzo 2018*, Bologne, Il Mulino, 2018.

BORCIO Robert, NATALE Paolo, *Il Movimento 5 Stelle dalla protesta al governo*, Milan, Mimesis, 2018.

³ Contestée par la Commission européenne en raison de déficits excessifs, la loi de finances est votée fin décembre 2018 par le parlement italien, après que le gouvernement a nettement revu à la baisse ses engagements budgétaires.

BORDIGNON Fabio, CECCARINI Luigi, "Five Stars, Five Years, Five (Broken) Taboos", in Luigi Ceccarini, James L. Newell, eds, *The Italian General Election of 2018. Italy in a Uncharted Territory*, Palgrave Macmillan, 2019, p. 139-163.

CERI Paolo, VELTRI Francesca, *Il movimento nella rete. Storia e struttura del Movimento 5 Stelle*, Torino, Rosenberg & Sellier, 2017.

CONTI Nicolò, TRONCONI Filippo, « Le Mouvement Cinq Etoiles. Organisation, idéologie et performances électorales d'un nouveau protagoniste de la politique italienne », *Pôle Sud*, n. 45, 2016/2, p. 21-41.

CORBETTA Piergiorgio, a cura di, *M5S. Come cambia il partito di Grillo*, Bologna, Il Mulino, 2017.

DIAMANTI Ilvo, LAZAR Marc, *Peuplecratie. Les métamorphoses de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019.

DOUSSON Jérémy, *Populisme à l'italienne ? Comprendre 5 stelle*, Paris, Les Petits Matins, 2018.

MASTROPAOLO Alfio, *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica*, Milan, Bollati Boringhieri, 2005.

MONTESANTI Lucia, VELTRI Francesca, "Il Movimento Cinque Stelle alla prova delle regionali. Analisi del voto e del ceto politico", *Quaderni di sociologia*, n. 69, 2015, p. 129-163.

MUDDE, Cas. 2017 Populism: An Ideational Approach. In *The Oxford Handbook of Populism*, ed. Cristóbal Rovira Kaltwasser & al., 27-47. Oxford : Oxford University Press.

RAYNER Hervé, « Le Mouvement 5 étoiles en Italie : un populisme assumé », *Questions internationales*, n. 83, janvier-février 2017, p. 44-65, La Documentation française.

RAYNER Hervé, « L'inversion d'un rapport de force politique : les élections européennes de 2019 en Italie », *Pôle Sud*, n. 51, 2019, p. 119-133.

WEYLAND Kurt, « Populism : A Politica-Strategic Approach, In *The Oxford Handbook of Populism*, ed. Cristóbal Rovira Kaltwasser & al., 27-47. Oxford : Oxford University Press, p. 53-84.

*

Résumé. Le *Movimento 5 stelle* (M5S) s'est imposé sur la scène politique italienne à partir de la fin des années 2000 à travers une critique radicale du « système » et un projet de renversement de la politique établie. Ce populisme antipolitique a été un instrument puissant de mobilisation militante et électorale durant la phase « mouvementiste » du M5S. La perspective d'accession au pouvoir, après ses succès aux élections législatives de 2013, puis sa participation au gouvernement, suite à sa large victoire aux élections de 2018, ont cependant créé des tensions et des contradictions, qui ont conduit au déclin électoral du mouvement et à sa fragmentation. Ces phénomènes sont typiques des mouvements populistes confrontés à l'exercice du pouvoir, tiraillés les tendances à la normalisation et la poursuite de la radicalité antipolitique à l'origine de leur succès.

Présentation de l'auteur. Jean-Louis BRIQUET est politiste, directeur de recherche CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP – Université Paris 1 Panthéon Sorbonne). Ses travaux portent sur la politique officieuse (clientélisme, corruption, criminalité) ainsi que sur la vie politique de l'Italie contemporaine.

Jean-Louis BRIQUET

Directeur de recherche CNRS

Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

CNRS-EHESS-Université Panthéon Sorbonne

CESSP – Université Paris 1, Département de science politique

14, rue Cujas

75005 Paris

jean-louis.briquet@univ-paris1.fr

06 71 13 31 57